

Unité départementale de l'Aisne
Équipe 4
25 rue Albert THOMAS
02100 SAINT-QUENTIN

Lille, le 26 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KUEHNE+NAGEL

Parc d'activité du nid de grives
ZAC des Hauts Ferrières
77164 Ferrières-en-Brie

Références : K+N24-136_Rinsp
Code AIOT : 0005104189

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement KUEHNE+NAGEL implanté ZAC des Etomelles 02200 Villeneuve-Saint-Germain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KUEHNE+NAGEL
- ZAC des Etomelles 02200 Villeneuve-Saint-Germain
- Code AIOT : 0005104189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'entrepôt exploité par la société KUEHNE & NAGEL a été édifié en 2004 sur la zone industrielle de VILLENEUVE SAINT GERMAIN.

D'un volume global de 353568 m³, cet entrepôt est divisé en 9 cellules.

L'exploitation de cet entrepôt est autorisée par arrêté préfectoral du 5 octobre 2011, modifié en dernier lieu le 21 septembre 2020.

Ce site relève du régime SEVESO Seuil Haut au titre des rubriques n°4510 (stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique) et 4320 (aérosols extrêmement inflammables) de la nomenclature des installations classées.

Contexte de l'inspection :

- Cette visite d'inspection s'inscrit dans la cadre de l'instruction du porter à connaissance de l'exploitant déposé le 27 décembre 2023 et relatif à une demande d'augmentation de la capacité de stockage de solides inflammables et d'augmentation de la hauteur de stockage des liquides inflammables de 5m à 6,18m au sein de la cellule B.

Thèmes de l'inspection :

- Stockage des liquides inflammables.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Système d'extinction automatique incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 13 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Zone de collecte et rétention	Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 8.2.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification du présent rapport.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9 de l'annexe II	Sans objet
3	Dispositions applicables aux cellules de LI (installation existante)	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe V	Sans objet
5	Matières inflammables	Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 8.2.8.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Seule la cellule B est dédiée au stockage de matières inflammables.

Des travaux ont été réalisés sur le système d'extinction automatique incendie de la cellule B dans le cadre du projet d'augmentation de la hauteur de stockage des liquides inflammables de 5 mètres à 6,18 mètres. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en capacité de justifier le bon dimensionnement du dispositif d'extinction automatique incendie au regard des conditions de stockage et des produits stockés ni de sa conformité au référentiel APSAD. Il explique que le propriétaire du site gère seul ce sujet. Il devra produire ces éléments à monsieur le préfet dans un délai de 30 jours à compter de la

notification du présent rapport.

La cellule B ne semble pas être divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 m² telles que prescrites par l'arrêté préfectoral du site du 20/01/2018, zones nécessaires en cas de fuite accidentelle de liquides inflammables. Des justifications de l'exploitant infirmant ou confirmant ce constat sont attendues.

Par ailleurs, un talus bordant la rétention déportée située au Sud de la cellule B est partiellement effondré. L'exploitant devra présenter les actions correctives retenues ainsi que les échéances associées et justifier que la capacité actuelle de la rétention permet toujours de retenir un volume de 820 m³.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage des LI
Prescription contrôlée : [...] En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. [...]
Constats : L'exploitant indique qu'il ne stocke que des récipients mobiles de volume inférieur à 230 litres et son projet se limite à 6,18m de hauteur maximale pour le stockage des liquides inflammables, 6,18 m étant la limite haute du stockage.(arrase de la palette) L'inspection a pu constater par sondage dans les palettiers numérotés 4/5 et 5/6 de la cellule B le respect des dispositions ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Système d'extinction automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 13 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Extinction automatique incendie
Prescription contrôlée : [...]En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiés combustibles et à leurs conditions de stockage.[...]

Constats :

Dans le porter à connaissance, il est stipulé :

« L'évolution de l'arrêté ministériel 1510, autorise une hauteur de stockage pour les liquides inflammables en palletier de maximum 7,60 m pour les récipients de volume strictement supérieur à 30L et inférieur à 230L et en présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés.

Les liquides inflammables stockés en cellule B ont un volume unitaire inférieur à 230 litres et des travaux ont été réalisés sur l'installation sprinklers afin que celui-ci soit compatible avec les liquides inflammables jusqu'au niveau 20 soit une hauteur maximale à 6,18m (haut de palette) :

- Augmentation du nombre de têtes sprinkler pour les niveaux 00, 01, 02 et 03,
- Remplacement des antennes intermédiaires suite redimensionnement,
- Mise en place des platelages pour les niveaux 00, 01, 02 et 03.

Cette augmentation de capacité maximale de stockage pour les solides inflammables et la modification de la hauteur de stockage pour les liquides inflammables ne s'accompagneront pas de travaux particuliers visant à modifier la configuration actuelle de la cellule B ou du site. En effet, la cellule B est déjà dédiée au stockage de plusieurs matières dangereuses, y compris des liquides et solides inflammables en plus du stockage classique de produits combustibles classés sous la rubrique 1510. »

L'exploitant clarifiera le porter à connaissance sur la dénomination des niveaux à savoir 00, 01, 02, 03 ou 00, 10, 20, 30.

Comme explicité dans le porter à connaissance, des travaux ont été effectués **en septembre-octobre 2022** sur le système d'extinction automatique incendie dans la cellule B pour le rendre compatible avec le stockage des liquides inflammables jusqu'à une hauteur de 6,18 m.

Interrogé sur les raisons du changement du platelage sur les niveaux 00, 01, 02 et 03, l'exploitant explique que les platelages n'étaient pas en bois auparavant, ils n'étaient donc pas conformes aux dispositions de l'article 8.2.8.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/01/2018.

Les modifications apportées sur le système d'extinction automatique ont pu être constatées dans la cellule B. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en capacité de justifier du bon dimensionnement du système d'extinction automatique au regard de la nature des produits stockés et de la hauteur de stockage ni de sa conformité au référentiel APSAD.

Il explique que la maîtrise du système d'extinction automatique incendie est assurée par le propriétaire de l'entrepôt et qu'il ne dispose pas en tant qu'exploitant de ces documents. Il indique avoir transmis au propriétaire l'ensemble des fiches de données sécurité des produits stockés. Il a néanmoins pu présenter le certificat **N1** précédent daté de 2022 désormais obsolète compte-tenu des modifications apportées postérieurement à son établissement.

L'inspection rappelle à l'exploitant que le bon dimensionnement du système d'extinction automatique incendie et de sa conformité au référentiel APSAD incombe à l'exploitant, seul responsable vis-à-vis de la conformité du site. Il doit disposer de ces documents et être en capacité de les présenter sur demande de l'inspection des installations classées.

La dernière visite de contrôle semestriel a été effectuée en février 2024, le jour de l'inspection, le rapport n'était pas encore disponible. L'exploitant a présenté le rapport de la visite de contrôle semestriel précédente du 29/08/2023, des non-conformités sans risque de mise en échec ont été constatées.

<p>Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°1 :</u> L'exploitant clarifiera le porter à connaissance sur la dénomination des niveaux de la cellule B à savoir 00, 01, 02, 03 ou 00, 10, 20, 30.</p> <p><u>Demande n°2 :</u> L'exploitant doit présenter la justification du bon dimensionnement de l'extinction automatique incendie dans la cellule B et de sa conformité au référentiel APSAD.</p> <p><u>Demande n°3 :</u> L'exploitant présentera tout document permettant de justifier qu'il a remédié aux non-conformités identifiées dans le rapport de contrôle semestriel du système d'extinction automatique incendie du 29/08/2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Dispositions applicables aux cellules de LI (installation existante)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention et extinction automatique incendie
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions suivantes sont applicables aux installations existantes en lieu et place des dispositions des articles III.3, III.13.I, III.13.II et VI.5.</p> <p>I. - Pour les installations existantes, les cellules de liquides inflammables dans lesquelles sont présentes en quantité supérieure ou égale à 2 mètres cube des liquides inflammables, en contenant fusibles, non miscibles à l'eau, de mention de danger H224, H225, H226 ou les déchets liquides inflammables HP3 sont conformes aux dispositions du point A, ou du point B, ou du point C à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>A. La structure des cellules de liquides inflammables est R30. Les cellules de liquides inflammables sont conformes aux autres dispositions de l'article III.3.</p> <p>Pour l'application des dispositions de l'article III.3 relatives aux caractéristiques de réaction au feu des matériaux, les matériaux présentant des caractéristiques équivalentes selon les méthodes d'essais et catégories de classification réglementaires antérieures à celles fixées par l'arrêté ministériel du 21 novembre 2002 applicables au moment de leur mise en place sont considérés comme conformes à ces dispositions.</p> <p>Un système d'extinction automatique d'incendie à mousse, ou tout autre système d'extinction automatique permettant un niveau d'efficacité équivalent, est mis en place et dimensionné de manière à considérer, d'une part, le caractère miscible à l'eau des liquides inflammables stockés, et d'autre part les caractéristiques du drainage et dispositifs de collecte existants.</p> <p>A chaque récipient ou groupe de récipients mobiles est associée une capacité de rétention dont la capacité utile est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 % de la capacité totale des récipients mobiles associés ; - 20% du volume des liquides stockés dans la cellule auquel s'ajoute le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie.

Le volume nécessaire est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, le volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chaque stockage associé. La rétention déportée peut être commune avec le bassin de confinement prévu à l'article VII.1. Le dispositif de drainage ainsi que la rétention déportée sont conformes aux dispositions de l'article III-14 relatif aux rétentions déportées

B. - La structure des cellules inflammables est R30. Les cellules de liquides inflammables sont conformes aux autres dispositions de l'article III.3.

Pour l'application des dispositions de l'article III.3 relatives aux caractéristiques de réaction au feu des matériaux, les matériaux présentant des caractéristiques équivalentes selon les méthodes d'essais et catégories de classification réglementaires antérieures à celles fixées par l'arrêté ministériel du 21 novembre 2002 applicables au moment de leur mise en place sont considérés comme conformes à ces dispositions.

Chaque cellule de liquides inflammables est divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 mètres carrés. A chacune de ces zones est associé un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée et une rétention déportée dont la capacité utile est au moins égale à 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte déterminé au vu de la stratégie incendie définie à l'article VI-1 du présent arrêté.

Une rétention déportée peut être commune à plusieurs zones de collecte. Dans ce cas, son volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacune des zones de collecte associées.

Le dispositif de drainage ainsi que la rétention sont conformes aux dispositions de l'article III-14 relatif aux rétentions déportées

C. - Chaque cellule de liquides inflammables est divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 mètres carrés. A chacune de ces zones est associé un système de drainage des produits et une rétention déportée dont la capacité utile est au moins égale à 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte déterminé au vu de la stratégie incendie définie à l'article VI-1 du présent arrêté.

Une rétention déportée peut être commune à plusieurs zones de collecte. Dans ce cas, son volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacune des zones de collecte associées.

Le dispositif de drainage ainsi que la rétention sont conformes aux dispositions de l'article III-14 relatif aux rétentions déportées.

Un système d'extinction automatique d'incendie est mis en place dans chaque zone de collecte contenant des liquides inflammables ou des liquides et solides liquéfiables combustibles.

II. - Pour les autres installations existantes, un système d'extinction automatique d'incendie adapté au produit stocké, ou un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée, est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables à compter du 1er janvier 2026.

[...]

IV. - Dispositions applicables en cas de mise en place d'un système d'extinction automatique d'incendie en application du point I, II ou III ci-dessus.

Le système d'extinction automatique d'incendie mis en place est adapté au produit stocké. Le choix du système à implanter est explicité dans la stratégie incendie. Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. La stratégie incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place. L'exploitant fait établir une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu. Cette attestation est accompagnée d'une

description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>L'attention de l'exploitant est attirée sur les dispositions du présent article applicables aux installations existantes à autorisation stockant des liquides inflammables à compter du 1er janvier 2026.</p> <p>Si des travaux de mise en conformité du site étaient nécessaires, ils doivent être effectués et achevés avant le 1er janvier 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Zone de collecte et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 8.2.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zones de collecte et rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Chaque cellule de liquides inflammables est divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 mètres carrés. À chacune de ces zones est associé un dispositif de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 100 % de la capacité des récipients mobiles associés, à laquelle est ajouté le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte déterminé au vu de l'étude de dangers.</p> <p>La zone de collecte est constituée d'un dispositif passif. Le liquide recueilli au niveau de la zone de collecte est dirigé par gravité vers une rétention déportée d'un volume de 820 m³ située au sud de la cellule B.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ayant renoncé à son projet d'extension, objet du dossier déposé en 2016, seule la cellule B qui présente une surface de 2210 m² est autorisée à stocker des liquides inflammables.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité de justifier que la cellule B est divisée en zone de collecte d'une superficie maximale de 500 m².</p> <p>La visite de la cellule B a permis de constater que plusieurs points de collecte étaient répartis sur la longueur de la cellule B lesquels communiquent avec la rétention déportée existante au Sud de la cellule B et malgré un léger profilage du sol vers chaque point de collecte, la cellule ne semble pas divisée en zones de collecte de surface maximale 500 m².</p> <p>Par ailleurs, le jour de la visite, l'exploitant a indiqué qu'un effondrement était survenu quelques jours auparavant au niveau de la rétention déportée probablement lié à la forte pluviométrie ayant généré une destabilisation du talus Sud. Il indique également que le passage d'un géomètre</p>

<p>a permis de confirmer que le volume nécessaire de 820 m3 de la rétention déportée était toujours disponible malgré cet effondrement. La membrane qui permet l'étanchéité de la rétention ne semble pas avoir été endommagée, elle reste modelée suivant le profil actuel du bassin.</p> <p>Selon l'exploitant, tout est mis en oeuvre par le propriétaire de l'entrepôt pour que ce désordre soit corrigé.</p>
<p>Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°4 :</u> L'exploitant justifiera que la cellule B est divisée en zones de collecte d'une surface unitaire maximale de 500 m².</p> <p><u>Demande n°5 :</u> L'exploitant informera du plan d'actions mis en place pour reprofiler et pérenniser le fond de forme de la rétention déportée selon un échancier défini. Il produira également le relevé du géomètre permettant d'attester que le volume disponible de la rétention est toujours au moins égal à 820 m3.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 5 : Matières inflammables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 8.2.8.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage produits classés 4331</p>
<p>Prescription contrôlée : Les matières dangereuses relevant des rubriques 1436, 1450, 4330 (liquides et solides inflammables, alcools de bouche) sont entreposées dans des cellules ne comportant pas d'autres matières dangereuses. Elles peuvent cependant recevoir des produits de consommation courante tels que mentionnés à l'article 1.2.2 du présent arrêté sous réserve de l'absence d'incompatibilité au stockage. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est autorisé à stocker des produits classés sous la rubrique 4331 au sein de la cellule B, cellule dédiée au stockage des matières inflammables.</p> <p>Cet article ne mentionne pas la rubrique 4331 qui est autorisée par ailleurs dans l'arrêté préfectoral, il s'agit probablement d'un oubli qui pourra être repris lors d'un prochain arrêté préfectoral encadrant le site.</p> <p>Par ailleurs, les autres rubriques visées 1436, 1450 et 4330 ne concernent pas les alcools de bouche qui en fonction de leurs caractéristiques peuvent être classées sous différentes rubriques de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>